

# Introduction

## I. Les sources et leurs difficultés

Rappel évident et pourtant nécessaire : les étudiants ont trop souvent tendance à l'ignorer, l'histoire ne s'écrit pas sans sources et celles sur lesquelles se fonde la connaissance de Rome présentent des traits spécifiques. Nombreuses et variées, écrites, archéologiques, épigraphiques, numismatiques, papyrologiques et artistiques, elles sont complémentaires, souvent divergentes, voire contradictoires. Leur confrontation constitue la base même de la connaissance. Elles présentent de nombreux inconvénients qui interdisent une connaissance aussi étendue et détaillée qu'il serait souhaitable. Elles sont en effet lacunaires, inégalement réparties dans le temps (elles sont de plus en plus pauvres lorsqu'on remonte le temps), dans l'espace (on connaît mieux la vie politique de l'Italie que celle de la Gaule lorsque César y pénètre) et selon les domaines (plus de sources sur les élites que sur les masses paysannes, sur les institutions que sur la spiritualité religieuse, etc.). Les anciens n'ont pas la tête économique, et ne fournissent guère de chiffres. Une histoire quantitative comparable à celle des temps modernes est impossible. Ce qui n'exclut pas la nécessité d'une histoire économique.

### 1. Les sources écrites

Avec l'écriture, l'Italie entre dans l'histoire dès le VIII<sup>e</sup> siècle, mais Rome accuse un fort retard par rapport aux Grecs de l'Italie du Sud et aux Étrusques ; avant le III<sup>e</sup> siècle, les sources écrites romaines sont peu nombreuses, et les données de l'archéologie s'avèrent essentielles. Au cours du III<sup>e</sup> siècle, au moment où Rome affirme sa domination sur la péninsule, on assiste à de profonds changements qui s'amplifient définitivement au II<sup>e</sup> siècle. La civilisation romaine devient alors pleinement une civilisation de l'écrit. Apparaît une littérature latine. À l'apogée de la république, puis sous l'Empire, se multiplient les textes de toutes sortes (historiens et géographes, poètes, romanciers, etc., juristes, techniciens, etc. Inscriptions officielles et privées), écrits en latin dans la partie occidentale, en grec dans la partie orientale.

La conservation matérielle de ces textes a subi les aléas de l'histoire. Les œuvres couchées sur des matériaux fragiles ont été perdues. Les sources littéraires dont nous disposons ont été transmises par les monastères médiévaux et les savants musulmans, mais les copistes ont travaillé de manière sélective, reproduisant par exemple les œuvres de Cicéron qu'ils admirent, mais dédaignant celles de son contemporain Varron, pourtant aussi prolifique. Ils ont, involontairement ou sciemment, déformé les originaux. Leurs manuscrits sont plus ou moins bien conservés. Il faut avoir présent à l'esprit que les textes qui sont parvenus jusqu'à nous

ne recouvrent pas l'ensemble de la littérature antique, et que leur établissement soulève un certain nombre de difficultés.

Comme tout texte, ils exigent une approche critique rigoureuse. La question « Qui parle ? » est en effet indissociable de la question « Qu'apprend le document ? »  
Deux exemples :

- Les auteurs romains donnent le sentiment que, pendant les premiers siècles de son aventure, Rome a connu une histoire linéaire : le destin de la ville était d'être toujours victorieuse, le destin de sa société d'être marqué par une conquête progressive de la démocratie. Perspectives trompeuses, qu'on peut expliquer par la conception que les Romains se forgent collectivement et après coup de leur histoire, par l'idéologie de l'époque augustéenne. En réalité, pendant les premiers siècles, la petite cité italienne a connu de nombreux revers et il n'était pas fatal qu'elle domine l'Italie, puis le monde. Les anecdotes romanesques ou pieusement patriotiques sur les luttes sociales ne peuvent cacher la réalité des véritables guerres civiles qui ont abouti à l'unification de la société romaine.
- Les sources écrites émanent d'un milieu social très restreint, celui des couches économiquement, politiquement, et culturellement dominantes, soit quelques milliers de sénateurs, chevaliers et notables à chaque génération. Des hommes et non des femmes. Ces sources sont évidemment capitales, mais leur objectivité est sujette à caution. À côté de la vision de l'homme, on aimerait connaître celle de la femme ; à côté de celle du maître, celle de l'esclave ; à côté de celle du vainqueur, celle du vaincu... Or très peu de sources émane des femmes, des enfants, des esclaves, des affranchis, des paysans, des plébéiens des villes... Les paysans constituent l'immense masse de la population, mais on ne les connaît qu'à travers l'écrit de citadins, qui sont le plus souvent les propriétaires de la terre et nourrissent un mépris non déguisé pour les ruraux...

Ces caractéristiques rappelées, reste l'essentiel : nous disposons de sources écrites nombreuses et variées dont la lecture s'impose impérativement.

## 2. Épigraphie, papyrologie et numismatique

### a. Épigraphie

La civilisation romaine est une civilisation de l'écrit, comme en témoignent les milliers d'inscriptions officielles, privées, funéraires, en latin et en grec, qui nous sont parvenues. L'épigraphie, science auxiliaire de l'histoire, a élaboré des méthodes spécifiques et permis une extension et un approfondissement considérables des connaissances. Grâce à elle, on connaît bien les institutions et les administrations, et certains milieux sociaux sur lesquels les sources littéraires sont pauvres, comme les notables des cités. L'un des intérêts de la documentation épigraphique est de nous mettre directement en contact avec les hommes, sans le miroir plus ou moins déformant d'un auteur qui en parle à la troisième personne.

### b. Papyrologie

Ce type de documentation, en grec et en démotique, provient majoritairement d'Égypte, mais les papyrus égyptiens ne donnent pas seulement des renseignements sur la vallée du Nil. Grâce à eux, on connaît des mesures valables pour l'empire entier et des actes privés.

### c. Numismatique

Jusqu'au III<sup>e</sup> siècle av. J.-C. Rome s'est contentée d'un système de troc. À partir du II<sup>e</sup>, elle connaît l'épanouissement de l'économie monétaire. Des séries émises, nous connaissons des milliers d'exemplaires qui sont exploitables dans des domaines aussi variés que l'histoire technique, économique, sociale, politique et idéologique. Les monnaies donnent des renseignements sur la métallurgie, les circuits commerciaux, la politique de l'État émetteur (avec notamment le problème de l'inflation et des dévaluations, plus complexe qu'on ne l'a cru longtemps), l'idéologie et la propagande (en l'absence de médias, la monnaie est un outil précieux de diffusion des idées, et les légendes monétaires sont révélatrices).

## 3. Archéologie et œuvres d'art

### a. Archéologie

Les données de l'archéologie de terrain, de l'archéologie aérienne et de l'archéologie sous-marine se multiplient et contribuent à un renouvellement constant des connaissances et de la problématique. L'archéologie s'avère capitale pour les périodes et les régions qui ignorent l'écriture, de l'économie (modes, techniques, lieux de production, échanges), des paysages et habitats urbains et ruraux, des coutumes funéraires, et donc des rapports sociaux et régionaux.

### b. Œuvres d'art et architecture

Les œuvres artistiques ont trop longtemps été considérées de manière réductionniste. Il convient d'extraire l'information proprement historique qu'elles contiennent et de les éclairer par la société qui les crée, ne serait-ce que parce qu'elles ont un financement, un commanditaire et un exécutant... Mais architecture, sculpture, peinture sont aussi des systèmes de communication entre les créateurs et leurs publics, qui disent autre chose que l'écrit et constituent des documents historiques à analyser en tant que tels.

### c. Une longue historiographie

Depuis la chute de l'empire, chaque époque, chaque courant historique a exploité et interprété à sa façon ces sources nombreuses, mais lacunaires. De renaissance en renaissance, l'Europe a inventé toutes sortes d'antiquités, élaboré des images multiples de son passé. Les connaissances et les conceptions de l'histoire que nous avons dépendent en effet des documents qui les fondent, mais aussi et peut-être surtout des questions qu'on leur pose... Les hommes de la Renaissance, de la révolution

française, de la III<sup>e</sup> République, de la France de Vichy, les traditions culturelles et politiques anglo-saxonnes, allemandes, françaises, italiennes brossent des tableaux différents de la république romaine, du régime d'Auguste, de la société romaine ou de la chute de l'empire. On ne considère plus aujourd'hui la Rome antique avec les yeux du XIX<sup>e</sup> siècle, ni même avec ceux des années cinquante. C'est dire que l'étudiant doit appliquer son esprit critique à toutes ses lectures – à commencer par celle de ce livre – et s'efforcer de connaître les grands traits de l'historiographie passée et les travaux des historiens étrangers.

## II. Un autre monde, d'autres valeurs

Grecs et Romains ont nourri la culture européenne à tous les moments de son histoire. Selon la formule consacrée, qui mériterait un long commentaire, leur civilisation fait partie de notre « héritage ». Cependant, si les Romains nous sont proches, une infranchissable différence nous en sépare aussi. Pour saisir la spécificité de leur histoire, il convient de bannir tout anachronisme, autrement dit d'être conscient du caractère historique de notre expérience, de nos concepts, de nos évidences d'Européens de la fin du XX<sup>e</sup> siècle et, si c'est possible, de s'en défaire...

### 1. Les écueils du vocabulaire et des concepts

En évoquant des concepts modernes, le vocabulaire contemporain et les traductions sont susceptibles d'engendrer des erreurs grossières sur les réalités antiques. Deux exemples : on traduit à juste titre le terme latin *populus* par peuple. Mais le « peuple » romain n'est pas un « ensemble d'hommes vivant en société, habitant un territoire défini, et ayant en commun un certain nombre de coutumes, d'institutions », ni le « corps de la nation », ni la « foule, la multitude de personnes assemblées » (définitions du dictionnaire Robert). Le *populus*, c'est l'ensemble des seuls citoyens, autrement dit une minorité juridique dans l'ensemble de la population. Il en va de même pour le terme prolétaire : à Rome, c'est un citoyen pauvre qui n'est riche que de ses enfants, et non un salarié exploité par les propriétaires des moyens de production... Inutile de multiplier les exemples : il convient de se montrer minutieusement attentif au sens antique des mots.

Autre problème difficile, celui des concepts contemporains appliqués à l'antiquité. Celle-ci ignore les notions de nation, d'État, de budget, de PNB, de classes sociales, de laïcité. Les utiliser engendre une vision potentiellement erronée et pose la question de savoir si on peut, si on doit aborder l'étude d'une société autre que la nôtre avec ses critères, et/ou avec les nôtres... La terminologie et les concepts modernes sont aujourd'hui assez couramment employés, non sans débat. Ils le seront dans les pages qui suivent. Il convient de préciser que c'est par commodité plus que par précision scientifique.

## 2. Une économie pré-industrielle

Nous vivons dans une société industrielle, post-industrielle même, dont l'histoire est extrêmement récente, mais qu'on a tendance à considérer comme évidente et universelle. L'eurocentrisme en a fait le modèle du développement... Aborder l'économie romaine avec nos critères modernes conduirait à de graves contresens. L'un des principaux intérêts de l'histoire ancienne est de poser la question de notre système économique et de ses valeurs.

À Rome, c'est la terre qui fonde le pouvoir économique, social et politique. Soyons concrets : les céréales constituent la base de l'alimentation. On laboure la terre avec l'araire, qui égratigne la surface arable sans jamais l'aérer ; c'est toujours la même pellicule qui est cultivée, sans apport d'engrais (peu ou pas de relations entre élevage et culture). C'est dire qu'elle s'épuise rapidement et que la jachère s'impose pour reconstituer les sols. La productivité est faible. Les techniques de la moisson, puis du battage (opéré sur une aire à battre) provoquent la perte d'une partie des grains. Sur ceux qu'on récupère, on prélève une forte proportion (entre un tiers et la moitié) pour pouvoir ensemercer l'année suivante et une partie pour payer l'impôt (10 % en moyenne). La récolte consommable est donc réduite de moitié. Reste à la conserver : le stockage est toujours un problème qui se solde par de nouvelles pertes.

- En raison des limites de la productivité et des transports, se nourrir est donc un souci omniprésent. Aussi l'agriculture est-elle fondamentale. L'immense majorité de la population est composée de ruraux. Se suffire constitue un idéal économique et civique permanent. La propriété foncière constitue la base des hiérarchies. Elle seule qualifie pour exercer le pouvoir. Les milieux dominants, du notable de province au sénateur le plus riche, sont des propriétaires fonciers. Qui s'enrichit dans les affaires se doit d'acheter des terres pour « monter » dans la société : la terre joue le rôle d'une « savonnette à vilain ».
- Pourtant, si les paysans constituent la grande masse de la population, la civilisation romaine est une civilisation urbaine : une minorité de citoyens vit du tribut prélevé sur les ruraux en s'appropriant les productions et leurs surplus.

Rome ne connaît ni machinisme, ni, sauf exception, production en série et standardisation. Elle méprise le travail et les travailleurs, la science et la technique, et ne conçoit le progrès que sous forme morale. Le travail manuel et/ou salarié est indigne d'un homme libre (c'est stigmatiser quelqu'un que de le désigner par son métier). Les entreprises, de taille réduite, sont dispersées en nébuleuses de production indépendantes. Leurs propriétaires cherchent à maximiser leur profit plus qu'ils ne le recherchent. Les techniques mises en œuvre sont limitées : la force humaine et animale fournit presque la seule source d'énergie, les pratiques sont empiriques, la productivité est faible. Le PNB de l'Empire est certainement très bas à l'aune de nos critères modernes. Les marges bénéficiaires sont médiocres ; une taxation même légère peut opprimer le petit producteur. Les communications sont lentes et difficiles, les marchés restreints et pas ou peu unifiés (une région de l'empire peut connaître l'abondance au moment où une autre connaît la disette).

Quant aux composantes sociales de l'économie, il faut se défaire de notre sensibilité moderne pour les comprendre : aucune notion de sécurité sociale ou de charité n'existe. La richesse est un bien, qui ne culpabilise pas son détenteur ; sa

redistribution n'est jamais à l'ordre du jour. La gravité du problème social est chronique, mais jamais objet de réflexion.

L'opinion longtemps prévalente que la cité antique n'est pas un centre de production, mais un lieu de consommation et de services, et que l'activité artisanale est étroitement liée à la terre s'avère en partie fautive. Les villes abritent un monde laborieux qui commence seulement à être connu. Rome n'est pas une ville de rentiers et de fainéants, c'est un centre économique producteur de première importance, un marché qui est resté sans équivalent en Méditerranée avant le XIX<sup>e</sup> siècle. L'immense quantité de biens manufacturés retrouvés dans l'empire atteste un niveau de vie exceptionnel. Pour être traditionnelles, les techniques de production n'en sont pas moins au point, la circulation des hommes et des produits est intense. Si le travail manuel et la technique sont méprisés, un responsable politique comme Cicéron a conscience qu'ils font la grandeur de Rome.

Faut-il en conclure que l'économie romaine est une économie primitive, un simple moment de l'économie antique d'Homère à la chute de l'empire romain ? Le débat sur le primitivisme ou le modernisme de l'économie romaine a divisé les historiens, mais il semble qu'il soit en voie d'être dépassé. Formuler la question de l'économie antique en termes de « développement » moderne induit en erreur.

- Rome ne connaît pas de « décollage » économique parce que la production agricole, seule source de surplus à investir ailleurs que dans la terre, dégage des surplus globalement faibles qui ne permettent guère l'accumulation primitive du capital nécessaire ; ces surplus vont vers le rachat de terres, la thésaurisation, les dépenses ostentatoires, des investissements publics et privés non productifs. La puissance de Rome naît des conquêtes et du pillage plus que de son agriculture... S'il existe des « entrepreneurs », aucune « bourgeoisie industrielle » qui injecte de l'argent dans la production artisanale n'émerge comme catégorie sociale.
- Cela tient aussi à la mentalité collective et aux valeurs sociales. Les Romains ont une perception civique et éthique des questions économiques : le statut social détermine les activités auxquelles on peut se livrer, l'ampleur qu'elles doivent avoir. La richesse ne détermine pas la hiérarchie sociale, mais le statut juridique détermine les activités économiques. Par ailleurs, dans un contexte économique libéral (laisser faire, laisser passer), la propriété constitue un droit éminent. L'État n'intervient pas (avec une exception de taille : le ravitaillement de Rome et de l'armée), mais est tout de même présent puisqu'il fixe la fiscalité et les taux d'intérêt, décide des investissements collectifs, et consacre aux choses militaires un budget énorme.
- En fait, l'économie romaine n'est pas monolithique. Elle connaît tous les niveaux de production et subit des évolutions historiques. Certaines productions – vin, huile, céramique – franchissent des seuils quantitatifs qui les rapprochent d'une économie de type moderne, qu'on peut qualifier de pré-capitaliste. Dans la production céramique, l'opposition propriétaires des moyens de production/travailleurs permet de parler d'un capitalisme à l'antique.

### 3. Une société juridiquement hiérarchisée

Dans les sociétés démocratiques européennes modernes, tous les citoyens jouissent des mêmes droits. La révolution française a mis fin aux trois ordres et la nuit du 4 août aux privilèges attachés au statut. L'idéal de liberté et d'égalité s'est imposé au moins dans le discours depuis Rousseau. Les clivages économiques fondent la hiérarchie sociale et divisent la société en classes. Rien de tel dans les conceptions que Rome se fait de sa société, plus proches de celles de l'Ancien Régime que de celle de la V<sup>e</sup> République... Pour les Romains, c'est le statut juridique qui définit la place sociale d'un individu, non sa richesse (mais celle-ci compte tout de même beaucoup puisque l'appartenance aux groupes les plus élevés prend en compte le patrimoine), et c'est la hiérarchie des statuts qui structure la pyramide sociale.

#### a. Les grands clivages juridiques

Le clivage juridique majeur oppose ceux qui sont libres et ceux qui ne le sont pas, les esclaves. La société romaine est une société esclavagiste (rappelons que l'esclavage constitue la forme historiquement la plus répandue de l'organisation du travail). Être esclave, être une « chose », est un statut juridique et non pas économique. S'il est vrai que les esclaves fournissent une main-d'œuvre nombreuse exploitée de manière souvent éhontée, ils ne sont pas les seuls dans ce cas et leur groupe est hétérogène. Il est des esclaves plus riches que les pauvres *ingenui* (nés libres). Ils ne constituent donc pas une « classe » au sens contemporain.

Parmi les libres, le clivage majeur est civique : le groupe des citoyens romains l'emporte sur les pérégrins qui sont citoyens de leur cité, mais ne jouissent pas de la citoyenneté romaine. Tous les citoyens romains jouissent d'une égale capacité juridique, mais ils ne sont pas interchangeables et leurs droits politiques sont proportionnés à leur fortune. Aussi appartiennent-ils à des catégories hiérarchisées dont les plus significatives sont les ordres (un *ordo*, des *ordines*). On en connaît une trentaine (ordres sénatorial, équestre, des décurions, des tribuns du trésor, des scribes, des licteurs, etc.). Définir exactement un *ordo* n'est pas aisé. C'est une catégorie juridique définie par l'État – en l'occurrence les censeurs sous la république ou le prince sous l'empire – à laquelle on ne peut être intégré que si l'on possède le cens et la dignité requis car l'appartenance suppose une aptitude aux responsabilités publiques. Plus simplement, c'est un statut social bien défini auquel on accède par un rite d'entrée et qui vaut à son détenteur le port d'insignes spécifiques.

#### b. Une société « segmentaire » aux principes inégalitaires

En fonction de son statut, tout homme appartient donc à un groupe qui définit ses droits et ses devoirs. Aussi peut-on dire qu'à l'inverse de notre société moderne où tous les citoyens sont des atomes réputés égaux, la société romaine est une société « segmentaire » qui juxtapose des groupes de statuts et donc de droits différents et hiérarchisés (ordre sénatorial, ordre équestre, ordre des décurions, citoyens, citoyens latins, alliés, pérégrins, esclaves, etc.). À la différence de la société féodale et seigneuriale, cette hiérarchie ne donne pas directement de pouvoir à ceux qui

occupent les échelons supérieurs : posséder la terre ne donne pas le droit de rendre la justice sur ceux qui la travaillent, ni de propriété sur eux.

Cette organisation juridique a une conséquence majeure, la promotion sociale telle qu'elle existe dans la société moderne s'avère impossible. Ni l'enrichissement, ni les talents individuels ne permettent de s'élever. La naissance et la fortune héritée font la valeur d'un homme. Un affranchi milliardaire demeure socialement méprisé car sa richesse ne lui confère aucune dignité susceptible de le placer dans la haute société. En revanche, ses descendants nés libres et héritiers de sa fortune pourront être socialement promus en jouissant de la citoyenneté romaine et éventuellement en accédant aux ordres supérieurs. Promotion sociale est synonyme de changement de statut. Cette organisation sociale n'est jamais contestée. L'hégémonie culturelle et économique de l'oligarchie fait qu'on cherche à s'intégrer à la société telle qu'elle est, non à la changer. La plèbe n'accède jamais à une « conscience de classe », ni ne donne naissance à un parti ; en son sein n'apparaît jamais un leader.

### c. Société d'ordres, société de classes ?

Société fondée sur des statuts juridiques hiérarchisés... C'est ainsi que les Romains conçoivent leur société et que tous l'acceptent. Mais la réalité s'avère plus complexe. Faut-il en effet analyser une société d'après ses propres critères ? Ne doit-on pas aussi prendre en compte des clivages d'ordre économique et éthique que les paramètres officiels occultent ou ignorent ? Pour être une société d'ordres, la société romaine ignore-t-elle les divisions en classes sociales définies selon des critères économiques ?

D'un côté, sous un voile juridique homogénéisant, chacun des groupes est une micro-société traversée par des clivages internes. Pour être du même ordre, un magnat de l'ordre équestre et un petit chevalier de province appartiennent à des mondes différents ; pour être des esclaves, le pédagogue grec d'une grande famille et le gladiateur sont loin de vivre la même vie. Situation juridique et vécu ne se superposent pas mécaniquement. D'un autre côté, on peut distinguer des catégories sociales qui transcendent les ordres. Un sénateur et un riche notable de province n'appartiennent certes pas au même ordre, mais leur puissance repose sur les mêmes bases et ils partagent les mêmes intérêts, souvent la même culture... Il est des notables et des affranchis plus riches que les sénateurs et les chevaliers. Dans le vécu quotidien, l'esclave, l'affranchi et le travailleur libre travaillent souvent côte à côte et partagent le même sort. La situation d'un esclave peut être meilleure que celle d'un libre pauvre...

Des « classes » traversent ou transcendent donc les catégories juridiques. Les auteurs anciens le reconnaissent au moins obscurément en opposant régulièrement les « riches » et les « pauvres », l'élite et la masse. Comme l'écrit M. Finley, les orateurs et les écrivains de la fin de la république « montrent une conscience de classe si explicite que seul un historien moderne très borné peut garder un silence total sur les divisions en classe ». De fait, il n'est pas artificiel de distinguer des possédants et des non-possédants, des propriétaires des moyens de production et des salariés et des travailleurs dépendants, des milieux dominants et des milieux dominés. Parmi les premiers, en raison même des paramètres censitaires mis en